

Notre tempo n'est pas le vôtre !

Le projet de suppression des éditions nationales « Tempo » est à rebours de l'histoire de France 3. Il veut rayer d'un trait de plume une information nationale de qualité, qui a fait ses preuves en termes d'indépendance éditoriale et d'audience.

La direction distribue de la ciguë à la rédaction nationale, en faisant un cadeau empoisonné au réseau régional, car la présidente de France TV l'a annoncé : il n'y aura pas de hausse des effectifs dans les régions. Les moyens resteront constants, et donc insuffisants, pour toutes les éditions, TV et numérique.

Alors à quoi ressemblera ce projet funeste ?

La direction du réseau a présenté aux élus du CSE son plan d'évolution des JT régionaux.

Un document édifiant, où l'on nous demande de faire par visio, UTS ou avivest « plus de directs chez les gens » ou de les interroger « sur ce qu'ils feraient s'ils étaient députés ».

Voilà un pseudo-journalisme qui prône sans complexe un anti-parlementarisme de comptoir, où le journal d'information devient « les téléspectateurs ont la parole ».

Pas une seule fois n'est évoqué le terme « d'enquête », qui semble banni à jamais du langage de la direction. Quant au mot « reportage », il disparaît pratiquement de la réflexion au profit de vagues chroniques, dites interactives.

Pour couronner le tout, on apprend que les ateliers de réflexion (comme pour le 18h30 naguère) seront composés uniquement de cadres et de présentateurs. Les reporters de terrain n'ont plus la parole ni droit de cité.

Quelle indigence ! La télévision régionale se fera-t-elle encore demain avec des reportages ?

On peut en douter et on serait tenté de dire également : tout ça pour ça !

Nous, journalistes, défendons une information de qualité, car c'est notre mission première.

N'en déplaise à nos têtes pensantes de la direction, la pluralité, l'investigation et le reportage font partie des fondements de notre profession. Ces pratiques professionnelles sont toujours plébiscitées par les téléspectateurs et les internautes.

Nous ne laisserons pas les coudées franches à une direction qui a planifié sciemment la destruction de l'information à France 3. Il en va aussi de l'avenir de l'audiovisuel public dans notre pays, à l'heure des incertitudes sur son financement à l'horizon 2024, et des menaces de fusion qui pèsent.

Le préavis de grève du 12 septembre, sur le périmètre du Siège de France télévisions, est un coup de semonce, une première étape de la mobilisation. Le SNJ s'opposera par tous les moyens à ce projet destructeur et mortifère, tant pour la rédaction nationale que pour les antennes régionales.

Paris, le 7 septembre 2022